

BARTHELEMY GUILLOT

Montheysan - Soldat - Valaisan

(1754-1835)

Le regretté Dr Eugène Donnet avait voué une attention très vive aux événements dont Monthey fut le théâtre à la fin du XVIII^e siècle. Dans deux conférences dédiées à l'Association du Vieux-Monthey, il avait présenté successivement Pierre et Barthélemy Guillot. Nos « Annales » ont publié (décembre 1940) la première de ces communications ; il est donc tout indiqué de lui joindre la seconde, grâce à l'obligeance de M. Louis Borgeaud, président du Vieux-Monthey. En attendant qu'une histoire définitive de l'émancipation du Bas-Valais soit écrite, des contributions comme celle de feu Eugène Donnet sont utiles, en mettant au jour des documents pleins d'intérêt.

Nous connaissons déjà Barthélemy Guillot par son historique du soulèvement de Monthey contre le gouverneur Schiner, en 1790, le 8 septembre, un jour de foire. Je ne rappellerai que les faits qui ont causé ses malheurs, et leurs conséquences : Barthélemy Guillot, docteur en droit, avocat et notaire, fut destitué de sa charge de Curial après le 8 septembre, et relevé de tous ses droits et patentes par le gouvernement de Sion. Ce fut son premier châtiment pour avoir osé se montrer favorable au mouvement d'indépendance. Barthélemy se rendit à Genève, pour s'enrôler dans les troupes françaises. Il s'y présenta à la commission, mais ne fut pas engagé immédiatement. Il revint donc à Monthey, chez ses parents. Pendant ce temps, sa sœur Marguerite avait épousé François-Joseph Zum Ofen, premier du nom, établi à Monthey depuis 1788.

A peine onze mois plus tard, Pierre Guillot, père, était supplicié à Sion par ordre de la Commission Souveraine, avec Jean-Joseph Durrer, Pierre Rey Borrachon, Barthélemy Thomas et Louis Borrat. Sa fortune fut confisquée et mise en vente. Ce n'est qu'après des suppliques interminables et humiliantes que le notaire Zum Ofen obtint « l'insigne faveur » (ainsi s'expriment les actes officiels) de rentrer en possession de ces biens, moyennant versement de six mille écus bons aux Sept-Dizains. Après une année et demie de démarches personnelles dans les diverses capitales des Sept Dizains, le gendre Zum Ofen put enfin considérer la liquidation comme terminée.

Je vous laisse le soin de juger l'effet produit par ces événements sur le bouillant Guillot ! Fils de Pierre et de Marguerite née Delalomont, Barthélemy Guillot était né à Monthey en 1754. Il fit son collège à Thonon et obtint le brevet de notaire le 4 août 1777. Puis il devint avocat et fut promu docteur en droit à l'Université de Montpellier. Secrétaire du tribunal de 1779 à 87, il fut conseiller en 83 et 4

Pendant tout ce temps, son frère Pierre, avec lequel il était très lié, servait en qualité d'officier dans les armées d'Espagne. Leurs échanges de lettres, entre Monthey et Madrid, Majorque, Saragosse ou Barcelone, sont autant de points de repère marqués de propos savoureux dont j'espère vous parler un jour. Pour le moment, je vous trahirai la parcimonie, presque l'avarice, de Barthélemy, et l'amour de la vie de son frère. Barthélemy fut, dès son jeune âge, un caractère impératif, violent, aimant l'ordre et la discipline ; une belle intelligence et, d'après ses écrits, un vrai type d'original. Méfiant de nature, il sut avertir son frère de dangers réels qu'il courait..., mais je préfère lui céder la parole :

Tenez-vous bien sur vos gardes ! lui écrit-il. On voudrait vous jouer un tour. Il y a des Haut-Valaisans qui voudraient bien avoir votre place ! Soyez fidèle et assidu, exact à Dieu et à votre service. Ne vous laissez pas attraper. On ne connaît plus le monde à présent ! Il n'y a que trahison de tous côtés ! Ceux qui veulent vivre comme il faut font banqueroute : il y en a eu sept à huit rien qu'à Troistorrents cette année ! Comment s'en étonner ? Tous les biens appartiennent aux étrangers. Nous ne sommes bientôt plus que des terriens ! Tous ceux de votre âge : Louis Claret, Donnet, Vullioud, Mettiat, Emery, travaillent du matin au soir ! J'espère que vous n'êtes point un « nigot » et saurez *finement* parer les coups ! Dans ce pays, il ne faut se défendre de rien, car à l'égard de ceux du pays allemand, ceux du Bas-Valais sont quasi des esclaves !

Sitôt après la mort de son père supplicié le 15 novembre 1791, Barthélemy s'enrôla définitivement dans l'armée française. Très doué pour les mathématiques, les langues, il fut promu officier dans les dix mois qui suivirent.

Le 28 août 1792, il écrit de Lyon à son beau-frère Zum Ofen :

Le temps n'est pas favorable aux entreprises, à cause de la guerre qui, peut-être, sera livrée à la Savoie. Car on augmente les troupes de ce côté-là ! A la fin de septembre on verra de quoi il sera question. Je suis d'accord avec vous. Vous faites bien de ne pas plaider avec la Bourgeoisie. Le mémoire que vous aurez donné et la réponse écrite que l'on vous donnera suffiront. Je vous prie de dire au Sgr Gouverneur

Preux que je le prie, au nom de la justice et de l'équité, de vous remettre toutes mes minutes et papiers, dont il s'est emparé chez moi, parce que je ne lui dois rien !

Voici le décret porté sur les régiments suisses au service de France. Qu'en dites-vous ?

1^o Les Suisses ont fait couler le sang français. Le complot du 10 août (ceci est la cloche révolutionnaire) a prouvé le danger d'avoir à notre solde des régiments étrangers. — On ne peut continuer les capitulations avec les Suisses. Ils ne comptent en France que 10.000 hommes. Or une nation qui peut mettre sur pied des millions d'hommes n'a pas à se reposer sur une nation d'un million et demi d'âmes. — Qu'on offre aux officiers et soldats tous les avantages qu'ont les Français, et, ainsi on éloignera tous ceux qui sont ennemis de la liberté, c'est-à-dire les officiers ! — Le traité de paix avec la Suisse existe toujours. Il n'est point lié aux capitulations.

2^o Le Conseil exécutif témoignera aux cantons helvétiques sa reconnaissance pour les anciens services rendus dans les armées françaises.

3^o Les Suisses qui ont servi la nation et qui voudront entrer dans un régiment ou légion, jouiront de tous les droits de citoyens français. Les sergents, en s'engageant, toucheront 300 livres ; les caporaux, 200 ; les soldats, 150.

4^o Quant aux officiers, reste à décider. C'est inquiétant !

5^o Les retraites, pensions et indemnités seront fixées par les capitulations et la générosité française et payées en argent.

Le carnage et massacre arrivé à Paris le 10 courant, où l'on a tué tant d'Helvétiens — l'on veut dire qu'il en resta passé mille — sont cause qu'on n'ose plus se dire Suisse, par devant ce qu'on appelait autrefois le bas peuple, qui prédomine aujourd'hui et qui fait mourir sous le glaive ceux qui lui sont contraires !

Ce qui est bien différent du pays d'où je suis sorti ! — Vous étiez bien bon de faire le mystérieux lorsque le Sgr Gouverneur vous a demandé où j'étais ! cette affaire ne pouvait pas rester cachée ! Je n'ai plus le courage de revenir dans le pays de ma naissance : si la terre ou l'eau ne m'engloutissent pas, Dieu voudra bien me prendre, et cela sera fini ! Veuillez m'écrire, *poste restante*, à Lyon, au premier courrier, pour me dire l'effet produit sur le Seigneur Gouverneur par ma lettre de ce jour, que voici :

« Très honoré Seigneur,

« Il m'est revenu que mon absence donnait à parler, quoique je présume qu'elle a été agréable à bien du monde ! Mais, quoi qu'il en soit, il n'est pas moins honnête que je prenne la liberté de vous en donner la raison. Vous n'ignorez pas, très honoré Seigneur, qu'à la Diète de Noël 1790, le souverain m'a dégradé et humilié à me faire sécher de chagrin : ce qui a été cause que je n'ai plus osé me présenter, ni faire

« de visite, ni me produire dans aucune maison de distinction, si des
 « raisons pressantes ne m'y obligeaient, tellement j'étais humilié de cette
 « dégradation.

« Je n'oserai pas entrer dans l'affreuse et funeste scène tragique de
 « cet automne 91 qui a mis le sceau à mes malheurs, qui m'a ôté mon
 « père, honneur, biens et santé, et qui, sans le seul espoir qui me restait
 « de chercher un sol plus soutenable dans l'étranger, m'aurait mis au
 « tombeau. La mort ne m'aurait pas été plus sensible, car de la vie à la
 « mort il n'y a qu'un degré. Enfin la roue de la fortune s'étant mise à
 « tourner du mauvais côté, je m'attendais à des persécutions qui n'au-
 « raient fini qu'à ma mort, si je ne m'étais retiré !

« Je ne parlerai pas de la perte de mes biens, qui, en les voyant
 « chaque jour devant mes yeux, me rappellent l'affligeant souvenir des
 « travaux et peines que j'ai essayés pour les acquérir !

« Voilà, très honoré Seigneur, les sujets de mon voyage que je ne
 « puis tracer sans verser un torrent de larmes. Je n'ai rien à me repro-
 « cher vis-à-vis de mon souverain, et vous pouvez être persuadé de
 « la pureté de mes intentions qui ne tendent qu'à chercher le moyen de
 « dissiper mes chagrins, ou à me procurer l'oubli de mes malheurs. Je
 « suis dans un pays étroitement allié avec celui d'où je sors, dont l'al-
 « liance n'a souffert aucune dissolution. J'ai cru pouvoir y aller, et ne
 « crois point agir contre les lois. Car j'ai l'honneur de vous assurer que
 « je serais au désespoir de manquer au devoir que m'impose mon sou-
 « verain. Prêt à obéir à ses ordres comme je l'ai toujours fait, j'ai
 « l'honneur d'être très respectueusement votre, etc. »

Cette lettre prouve que Guillot savait se maîtriser : c'est vraiment
 un solide caractère !

Dans une autre lettre, de Besançon, le 21 juin 1792, il parle d'Hya-
 cinthe Claret qui, lui aussi, est déçu de son pays. Et d'un Werra de
 Loèche, établi à Lyon comme pâtissier et qui, dit-on, amasse des louis.

Puisse ma chère sœur, écrit-il, faire tous les efforts pour surmonter
 toutes les persécutions qu'elle endure !...

Et plus loin :

Tous les Valaisans que je rencontre me portent préjudice. Faut-il
 que ces peuplades me soient toujours fatales ?

J'ai vu la moitié de l'Europe, écrit-il le 6 messidor de l'an 7 : jamais
 je n'ai observé un peuple plus surnois, plus fourbe et plus inhumain
 que les Haut-Valaisans.

C'est dire combien l'absence du pays travaillait Barthélemy Guillot,
 dont toutes les démarches auprès du Gouvernement de Sion étaient écon-

duites. A tel point que, le 16 janvier 1793, il avait cru bon de s'adresser à l'assemblée de la Ville et République de Zurich, dont voici la réponse :

Nous sommes très fâchés d'avoir appris par votre lettre du 12 courant, l'injustice que vous et votre famille prétendez avoir éprouvée. Le magistrat d'ici souhaite pour votre bonheur et avantage de vous être utile. Mais il lui est absolument impossible d'agir, parce que la République de Vallais est un Etat indépendant, et que ni ce canton ni les autres n'ont un ascendant sur le Vallais ! Il ne vous reste pas d'autre moyen que de porter vos plaintes à votre souverain même.

Son frère Pierre n'était pas plus tendre envers le Haut-Valais. De Frankendorf, où il commandait une brigade française, il écrit à sa sœur, le 22 nivôse an 8 :

Je crois que vous aurez vu la Gazette qui contient la réponse que j'ai faite au téméraire et effronté fripon d'Augustini. — Quoique l'imbécile, fanatique ou corrompue assemblée électorale du Valais l'a derechef nommé Représentant. — S'il s'avise de vouloir ouvrir sa sale et laide bouche pour calomnier feu notre père, ou nous, enfants, je vous promets que je la lui ferai bien fermer pour toujours !

Le 28 thermidor, an 7, il écrit de nouveau à sa sœur :

On s'est battu hier, à Zurich, et 4 lieues du pays sont repris. Les Autrichiens qui étaient dans Zurich et aux environs ont été obligés de se rendre prisonniers de guerre. La demi-brigade où est Hyacinthe Claret a beaucoup souffert dans les dernières actions. Mais je ne sais rien sur le compte du dit Claret. On croit que les demi-brigades auxiliaires seront réduites à deux et que les officiers qui seront de reste pourront retourner chez eux. Mais si, comme on l'espère, les Autrichiens viennent à être chassés de la Suisse, le Corps de 18.000 hommes pourrait cependant bien se compléter. On a voulu dire que les hommes du Haut-Valais ont été salués par les Français. Nous savons définitivement que les Autrichiens ont la partie de la ville de Zurich qui est sur la rive droite, et que les nôtres ont la partie qui est sur la rive gauche. Les ponts qui unissent une ville à l'autre sont coupés.

Pendant ce temps, son frère Barthélemy est à Milan d'où il écrit à Pierre :

Ma malle est dans la Casa Medici, rue Monte Sta Teresa, à Milan. Si je meurs à la guerre, vous trouverez dans cette malle : 45 pièces d'or de Piémont, de 192 baches chaque ; 15 louis d'or, une quadruple et demi d'Espagne, avec 2 médailles. Le reste de mes effets les plus précieux me suivra. La Toscane vient d'être conquise. Les Français toujours vainqueurs viennent de gagner une bataille des plus sanglantes de laquelle suit la prise de Vérone.

Et à sa sœur, le 5 nivôse an 10 :

Il ne faut point s'étonner si l'argent est rare dans vos contrées. La même cause influe chez vous comme ici, à Paris. Tous les négociants retiennent l'argent pour construire des vaisseaux, pour aller faire des emplettes outre-mer, profitant de la liberté que la paix avec l'Angleterre a donnée au Commerce. A présent, le prix du foin de la plaine doit se maintenir. Et davantage encore, lorsque la grande route de Genève, Paris, et même de Londres à Milan passera chez vous ! De mon temps, il était permis de porter le taux de l'argent chez vous au 6 % — et on le croyait très haut ! — Maintenant, à ce taux-là, on n'en trouve ni à Genève, ni ici. Moins encore à Marseille ou Bordeaux.

Les fils Guillot parlent souvent des gouverneurs de Monthey. On a tort de croire que Schiner fut le dernier. Certes, aucun seigneur ne fut assez courageux pour venir s'installer au château de Monthey, après le 8 septembre 1790. Mais Sion sut cependant faire rentrer les redevances. Les chefs anti-gouvernementaux étaient morts ou exilés, et à Monthey même, il ne manquait pas de créatures du Haut-Valais, connues pour leur sympathie envers le régime. Les uns l'étaient par intérêt, les autres par manque de cran. De Preux, qui fut gouverneur de Monthey en 1794, donc 4 ans après Schiner, y demeura périodiquement. Ce n'est qu'en 1798 que l'indépendance fut complète. Et encore ! Il y eut même des hauts et des bas durant le régime des Français en Valais, témoin la savoureuse lettre écrite par François-Joseph Zum Ofen à son beau-frère Barthélemy Guillot, le 9 prairial de l'an 10 :

Je croyais réussir, écrit François Zum Ofen, au moins pour les amis de la France, à ce moment où on pense que la tyrannie devrait cesser et où on espérait voir luire la justice. Mais étant éludé, et servant de risée, j'ai sacrifié ma charge de sous-préfet en date du 30 germinal dernier. Vous me dites que les temps de 1791 ne sont plus en Valais. Malheureusement, les intrigues continuent leur marche, et rien ne paraît pouvoir les arrêter.

Ainsi, Baruchet croyant saisir le moment pour faire prononcer définitivement sa cause, requit un tribunal impartial auprès du général français et du préfet.

Dans l'intervalle, le petit Conseil de Berne lui fit intimer l'ordre à Vouvry, à son domicile, de quitter les terres de l'Helvétie dans les vingt-quatre heures, en confirmation de l'arrêté du gouvernement de Valais. On parlait de réunir le Valais à la France. On changeait les autorités supérieures. Un commandant français établi au pays était chargé de l'exécution d'arrêtés.

Malgré tout, le pauvre Baruchet essaya de voir le préfet à Sion, porteur de pièces justificatives. Mais, ô surprise ! la veille de Pâques, comme il était chez le préfet, sans se douter de rien, il fut pris à l'heure de midi par deux fusiliers, en plein marché, et conduit par le Grand-Pont. Le Commandant de place ordonna de l'amener à l'auberge de la Croix-Blanche, l'y exhorta, et, un moment plus tard, un arrêté signé du préfet général confirmait la décision du petit Conseil de Berne, et le conduisait hors de l'Helvétie par la force armée. — *Sans terme.* -- Je le vis à Monthey le jour de Pâques, de bon matin, conduit par un caporal et un fusilier ! Mon intervention ne servit à rien, et je quittai le pays, à destination de Genève, aux fins de me soustraire quelques jours à la rigueur qu'on eût pu employer à mon égard !

Cette lettre (et d'autres que je vous présenterai peut-être un jour) prouve que François Zum Ofen avait embrassé carrément la cause de l'indépendance. M. Bertrand l'a cité à plusieurs reprises. Qu'il me soit permis de dire, tout à son honneur, que le notaire Zum Ofen contribua toujours, ouvertement, grâce à ses nombreuses relations dans le Haut-Valais, à calmer les esprits : surtout jusqu'à 1800.

Mais revenons à Barthélemy Guillot et résumons maintenant sa carrière militaire.

Capitaine de la Compagnie de Carouge dès le 1^{er} mai 1793, il commande successivement le 16^e bataillon d'infanterie légère, la 20^e demi-brigade, le régiment 7 d'infanterie légère. Puis il est adjudant de l'E. M. G. des armées françaises et nommé Colonel.

En 1806, il est chef de l'E. M. G. de l'armée de Boulogne sur Mer. Et en 1808, il prend sa retraite, en qualité d'adjudant général, et s'établit à Monthey.

Alors, tant pour donner libre cours à son amour de la politique que dans le but de laver l'affront de 1790 et 1791, il se lance dans une activité publique débordante. Conseiller municipal dès 1811, il est Grand-Châtelain en 1817 et Châtelain de Monthey en 1819. Syndic en 1823, il s'attire les foudres du gouvernement de Sion qui tend à reprendre son ascendant sur le Bas-Valais. Brouillé avec les autorités de Sion, suspect en sa qualité d'officier français, lâché par ses meilleurs amis qu'il perdit à cause de son caractère emporté et trop entier, le bouillant Montheysan sent de nouveau la terre natale lui manquer sous les pieds ! Et pour éviter une nouvelle action contre lui, il part pour Bex, où, sur la colline de la Combaz, il construit une grande maison blanche que voient ses compatriotes, et d'où il voit son cher Monthey. C'est là que l'exilé a l'impression de dominer les événements et d'être au-dessus de

tout servilisme ! C'est de là qu'il travaille passionnément à l'émancipation définitive de son cher pays qui ne veut plus de lui, de ce pays d'où l'ont exilé et son tempérament batailleur, et son caractère entier, et toute sa personne qui devançait son temps.

Après avoir, lors de son séjour aux armées françaises, désiré le rattachement du Bas-Valais à la France, Barthélemy Guilloot travailla à le rendre indépendant, dans le cadre absolument valaisan. Jamais il ne souhaita un retour à la Savoie, mais lutta uniquement pour l'indépendance du Bas-Valais et son admission, sur pied d'égalité, dans la grande famille valaisanne. Néanmoins il est juste de reconnaître que sa qualité de Valaisan ne prima jamais en lui celle de Montheysan, qui lui paraissait sa qualité supérieure.

Dr Eugène DONNET †